

# LA PRESSE CANADIENNE :

*L'étude d'une question clef.* Par John R. Walker

■ **Si la vérité est la première victime de la guerre, c'est l'information, souvent, qui est atteinte en temps de paix, ou tout du moins l'information en profondeur, surtout lorsqu'il s'agit de questions comme la limitation des armements et le désarmement.**

■ Les correspondants de guerre professionnels existent depuis plus d'un siècle. Mais durant ce temps, combien de correspondants se sont consacrés aux questions de paix et de sécurité, au Canada notamment?

Dans ce bref exposé, je me propose en un premier temps d'analyser un événement particulier dont les effets à long terme sur la paix et la sécurité du Canada se sont avérés considérables, puis d'évaluer dans quelle mesure la presse canadienne a su remplir son devoir, c'est-à-dire renseigner les citoyens canadiens sur les conséquences.

L'événement en question est la décision qu'a prise l'OTAN en décembre 1979 de déployer des missiles de croisière et des missiles Pershing II en Europe à moins qu'intervienne, au cours des trois années suivantes, un déblocage dans le cadre des pourparlers soviéto-américains sur la limitation des armements.

Cette politique dite «double décision» traduisait l'une des résolutions les plus importantes et les plus lourdes de conséquences qu'ait prises l'Alliance de l'Atlantique-Nord depuis longtemps.

C'est ainsi que deux nouveaux éléments sont venus s'ajouter à l'arsenal de l'OTAN: le missile de croisière à longue portée, dont la faible taille et la mobilité créaient de nouveaux problèmes de vérification pour les négociateurs, et une nouvelle variante du missile Pershing, le Mark II, dont la mise en batterie signifiait que pour la première fois, des cibles militaires soviétiques près de Moscou étaient menacées par des missiles américains basés en Europe.

La décision de l'OTAN a exacerbé la tension entre les pays de l'Alliance.

Aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark, l'opinion a fortement réagi contre l'escalade nucléaire en Europe; les gouvernements belge et néerlandais ont dû retarder le déploiement des missiles sur leurs territoires, en attendant le retour au calme.

La décision de déployer de nouveaux missiles tout en poursuivant les pourparlers n'a certes pas facilité les négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements, *a fortiori* celles concernant les «euro-missiles». Les négociations sur les INF (forces nucléaires à portée intermédiaire) ont commencé à traîner et en 1983, les Soviétiques ont carrément rompu les discussions.

Enfin, cette décision de l'OTAN, qui ne semblait pas, à première vue, concerner le Canada directement, a été invoquée pour justifier la participation de notre pays au programme d'essai des armes stratégiques américaines. Le 10 février 1983, le Canada a conclu avec les États-Unis un accord global autorisant la mise à l'essai, au-dessus du territoire canadien, de la variante aéroportée du missile de croisière, engin transporté par les bombardiers américains B-52 à long rayon d'action.

Les répercussions de la «double décision» de l'OTAN se font toujours sentir. La question qui se pose maintenant est la suivante: la presse canadienne a-t-elle bien ou mal renseigné le pays sur la décision et ses conséquences?

En deux mots, la réponse est: plutôt mal. Mais nous pourrions développer cette réponse en disant que, par suite de la réaction publique et officielle à la décision, la presse canadienne s'est mise à traiter plus sérieusement des questions de paix et de sécurité au Canada.

On a souvent dit, longtemps après coup, que la nécessité d'implanter des missiles de croisière et des engins Pershing II en Europe est apparue par suite d'une longue allocution prononcée le 28 octobre 1977 à l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS) à Londres par le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt. Il était alarmé par la présence des nouveaux missiles soviétiques SS-20 sur le sol européen et par la possibilité que l'Europe et les États-Unis soient «désunis» en cas de guerre.

C'est en vain que j'ai cherché un compte rendu de ce discours dans les grands journaux canadiens tirés à cette époque. Et plus tard dans l'année, aucun éditorial n'a paru sur les conséquences du discours de M. Schmidt pour la politique de l'OTAN.

En 1978, le grand débat nucléaire portait sur le déploiement éventuel de la bombe à neutrons et sur la pression que l'opinion exerçait sur le président Carter pour l'inciter à renoncer au projet. Les journaux canadiens n'ont fait aucune mention des raisons qui avaient pu motiver le déploiement des nouveaux SS-20 soviétiques. Le Kremlin avait-il seulement prévu la réaction de l'Europe de l'Ouest? S'agissait-il plutôt d'une décision comme une autre, attribuable à l'inertie bureaucratique?

Ce n'est qu'en 1979 que l'OTAN a affiché la volonté de se doter de nouveaux missiles, mais on ne parlait alors que de «modernisation» des forces nucléaires de l'OTAN comme parade au déploiement des SS-20 soviétiques.

Le *Montreal Star* ponctue le trentième anniversaire de l'OTAN en avril 1979 par une série d'articles dans lesquels le général Alexander Haig, commandant en chef de l'OTAN, prône la «modernisation rapide» des forces nucléaires de théâtre pour contrer le déploiement des SS-20 soviétiques.

Au lendemain de la conférence de l'OTAN tenue le 1<sup>er</sup> juin à La Haye, plusieurs journaux ont fait paraître de brefs communiqués de presse précisant que M. Cyrus Vance, Secré-

taire d'État américain, avait dit qu'on s'était entendu pour «prendre les décisions nécessaires en vue de moderniser» l'arsenal nucléaire de l'Alliance et qu'on avait demandé une nouvelle ronde de négociations sur la limitation des armements.

Certes, le Canada était en pleine période électorale au printemps de 1979, et le gouvernement Clark entraînait progressivement en fonction durant l'été. Mais on était en droit de s'attendre à ce que durant l'automne, alors que se tenaient les discussions décisives de l'OTAN, la presse accordât plus d'attention à la décision imminente.

Du 1<sup>er</sup> septembre au 13 décembre, après que la conférence annuelle de l'OTAN eut entériné la «double décision», une seule mention pertinente a paru dans le *Globe and Mail*, «journal national du Canada». Il s'agissait d'un paragraphe communiqué depuis Washington et cité au bas d'une colonne d'actualité internationale, à la page 20 du numéro du 5 octobre. On apprenait qu'un «groupe de sommités des pays occidentaux avait approuvé un plan américain visant le déploiement de 572 missiles à tête nucléaire en Europe». Cette décision, «prise la semaine dernière à Bruxelles», devait prévaloir à l'approbation générale de la politique, à l'assemblée annuelle de l'OTAN en décembre.

Or, c'est précisément en octobre que les parlementaires de l'Alliance de l'Atlantique-Nord se réunissaient à Ottawa. Le *Globe*, reproduisant un bref reportage de l'agence *Canadian Press* sur la séance, a fait mention de la controverse suscitée par ce plan en Europe. Deux autres courts articles dans le *Globe* en novembre ont évoqué les critiques formulées par l'URSS à l'endroit de la décision. Et le 7 décembre, sous la plume de l'ancien éditeur Richard Malone à Bruxelles paraissait un article d'une demi-page sur la nécessité pour l'OTAN de se doter d'urgence de nouveaux missiles afin de contrer l'accroissement de l'arsenal sovié-